



MOSCOU

ORGANE DU 3. CONGRES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

N° 15. Samedi 11 Juin 1921

Direction: Denejny 5, ch. 18.
de 3 à 5 (sauf les dimanches et fêtes)
tél. -77-77 et Kremlin 161.

Secrétaire de la Rédaction: Tverskaia 48.
de 6 à 8 (sauf les dimanches et fêtes)
tél. 5-48-10 et 3-79-05.

Contre mauvaise fortune mauvais jeu.

Très succinctes sont les nouvelles qui nous sont parvenues du procès du président du Parti Communiste Unifié allemand Heinrich Brandler. Brandler était, comme on sait, accusé de haute trahison. Cette accusation était „fondée“ (si l'on peut dire qu'elle est fondée sur quoi que ce soit) tout d'abord sur l'appel et les proclamations du Comité Central; mais aucun de ces appels, aucune de ces proclamations ne contient d'excitation à la prise du pouvoir par la violence. Les revendications contenues dans les appels ne dépassent jamais en violence celles de la „lettre ouverte“ et des huit paragraphes du Manifeste publié lors de l'aventure de Kapp: en premier lieu le retrait des forces de la police envoyées à Mansfeld pour disperser les groupes communistes qui s'étaient formés dans les milieux ouvriers de l'Allemagne du Centre; ensuite, des revendications économiques aussi bien pour les chômeurs que pour les travailleurs; enfin le désarmement des bandes de l'Orgesch et l'armement des ouvriers. Les appels exigeaient d'autre part que les violences de la contre-révolution fussent combattues par la violence. Mais tout ceci, l'avant-garde communiste tâchera toujours de le confirmer par la parole et par l'action et partout où les prolétaires marcheront les armes à la main contre la réaction armée, le Parti Communiste se trouvera toujours à leurs côtés et tendra toujours de rallier les masses ouvrières les plus vastes possible.

Lorsque la contre-révolution proclame ouvertement et librement son droit à porter les armes, le Parti de la révolution prolétarienne doit de son côté exiger ouvertement et librement le droit pour les militants révolutionnaires d'employer la force armée.

La justice prostituée de la république ebertiste n'est somme toute que le complément de la violence contre-révolutionnaire, sa complice et sa recéleuse. Toutes les infamies de la contre-révolution, ses répressions, ses basses vengeances, ses assassinats politiques, cette justice à tout laissé faire, tout dissimulé impudemment. Les assassins de la classe ouvrière peuvent se promener en toute sécurité. Pas un des soudards de Kapp, pas un des bravi payés par la réaction pour assassiner les communistes n'a perdu un seul cheveu de sa précieuse tête. Il sont hors d'atteinte pour la justice républicaine, ils lui sont invulnérables.

Le procès Brandler devait être autre chose encore qu'un acte ordinaire de la justice blanche. Il devait en outre agiter devant les yeux de la classe ouvrière l'épouvantail du „Putschisme“. Et à cet effet l'Accusation pouvait se vanter d'avoir à sa disposition un témoin à charge comme il n'y en a pas beaucoup: Paul Lévi, l'ex-président du VKPD, présenté en l'espèce par sa brochure „Notre voie“ qui n'est autre qu'une véhément accusation contre le „Putschisme“.

Il ne fut pas difficile pour Brandler du riposter au Procureur Général anti-putschiste, Paul Lévi, et à son faible écho, l'accusateur public du Tribunal Extraordinaire, ainsi que de réduire à néant l'indigne adulation faite par lui du caractère des journées de mars et de la physionomie politique du VKPD.

Pour son audace, le Tribunal Extraordinaire du Gouvernement social-démocratique et démocratique a condamné Brandler à 5 années de forteresse. Le radio de Berlin qui annonce cette condamnation ajoute: „Dans son discours de défense, Brandler n'a fait aucune concession et ce discours a rendu impossible tout adoucissement de condamnation... Brandler a paru à la barre des accusés ainsi qu'un soldat au cœur inébranlable, ainsi que l'incarnation des masses révolutionnaires qui ont lutté au mois de mars. Il se trouve maintenant derrière les murailles d'une forteresse. Mais nous sommes plus que sûrs que les centaines de milliers d'ouvriers qui jusqu'ici n'ont pu juger du rôle joué par le Parti Communiste Unifié pendant les journées de mars que d'après les rapports mensongers des social-démocraties de toutes teintes commenceront enfin à y voir clair.

L'issue du procès Brandler servira d'origine à celui que les assises de la classe ouvrière toute entière, indignée, veut tenter bientôt à la social-démocratie et

à l'opportuniste; les communistes figureront ce jour là au banc de l'accusation. Il y a beaucoup de chances pour que Brandler ait fini de purger sa peine avant l'échéance des cinq ans qui lui ont été assignés.

Attendons l'autre procès, le bon, et faisons tout pour en hâter l'instruction.

A. THALHEIMER.

LE DEVELOPPEMENT DU MOUVEMENT COMMUNISTE SUISSE.

Au II. Congrès de l'Internationale Communiste deux organisations représentaient le mouvement communiste Suisse:

Le parti communiste, qui ne comptait pas un million de membres et dont la tactique d'extrême gauche restait étrangère aux masses ouvrières, et la gauche du parti social-démocrate qui était loin de présenter un caractère d'homogénéité et où les opportunistes du centre avaient encore une forte influence.

Les 21 conditions et les thèses du II. Congrès continuèrent à mettre de la clarté dans le mouvement communiste Suisse.

Tandis que le petit parti communiste revisait sa tactique et acceptait sans réserves les directives du II. Congrès sur les questions syndicale et parlementaire, la gauche du parti subissait une crise salutaire qui l'affaiblit numériquement mais qui lui donna plus d'assurance et la débarrassa de son aile opportuniste.

La crise que traversent quelques sections de l'Internationale Communiste à la suite de l'attitude prise par Serrati, Levi et l'aile droite de l'Internationale a été reçue par le mouvement communiste suisse avant la scission qui se produisit dans le parti social-démocrate. Nöles et ses adhérents nous ont rendu ce grand service de provoquer la crise et de nettoyer le parti alors que nous étions en core minorité oppositionnelle dans le parti social-démocrate.

Grâce à cet affaiblissement momentané et apparent, les débats du congrès et le travail de scission du parti social-démocrate permirent aux communistes de défendre une politique claire et exempte de compromis, et de recruter des éléments sinon communistes conscients, du moins fermement décidés à le devenir et à mener une politique sincèrement révolutionnaire. Le referendum qui eut lieu après le Congrès dans le parti social-démocrate nous permit de constater que malgré la déception de Nöles, le nombre des voix communistes avait légèrement augmenté depuis le referendum de l'année précédente fait dans des conditions infiniment meilleures pour les partisans de la III. Internationale.

Avant même que la scission fût terminée, des pourparlers eurent lieu entre la gauche du parti social-démocrate et le parti communiste en vue d'une fusion et d'une unification des forces communistes, sur les bases des thèses du II. Congrès. Au début de mars se réunissait le premier Congrès du nouveau parti communiste unifié. Il groupait les représentants de 6.500 membres organisés dont 800 venaient de l'ancien parti communiste.

Le parti social-démocrate en groupe encore environ 40.000.

Le parti communiste recrute ses membres surtout dans le prolétariat des grandes villes industrielles Bâle, Zurich, Genève, Schaffhausen, tandis que dans ces mêmes villes, le parti social-démocrate reste en grosse majorité formé des fonctionnaires et employés fédéraux, à traitement fixe, qui contribuent à orienter le parti social-démocrate de plus en plus dans la voie du réformisme et de l'esprit petit-bourgeois.

Depuis sa fondation le parti communiste a surtout été absorbé par des besoins d'organisation et de propagande, rendus difficiles par l'existence de nos 4 langues nationales et par nos traditions de fédéralisme et de cantonalisme enracinées. La centralisation de la direction, de la presse et de la propagande était chose nouvelle, il fallait aussi organiser notre appareil de propagande, notre force, nos cellules syndicales. Ce travail qui aurait pu être fait plus rapidement, a donné des résultats encourageants et qui nous permettent de développer maintenant notre influence sur la masse ouvrière.

Le Parti a 3 organes quotidiens.

1. Le „Basler Vorwärts“ qui paraît sous le titre „Neue Ordnung“ pour la Suisse centrale et qui tire à 10.000 exemplaires.

2. Le „Kämpfer“ à Zurich qui tire à 5.000 exemplaires et depuis le 1 Mai „L'Avant-Garde“ à Genève pour la Suisse française qui au moment de notre départ (15. Mai) tirait déjà à 4.000 exemplaires. Chaque mois paraît en allemand un organe de propagande „Der Kommunist“, et en français une revue d'éducation et de documentation communiste, „Le Phare“ qui tire à 1800 exemplaires dont plus de la moitié sont écoulés hors de Suisse.

Quelle est l'influence du parti sur la classe ouvrière? Est-il resté isolé des masses.

Le parti, dans le but de sortir les masses de leur apathie, de les réveiller et pour démasquer en même temps le social-démocrate et sa terreur de l'action, a lancé une lettre ouverte, aux organisations prolétariennes, syndicats unions ouvrières, parti social-démocrate les invitant à former un front de lutte unique contre la réaction capitaliste qui s'attaque aux salaires et à la journée de 8 heures, et leur proposant une conférence commune où le parti communiste aurait opposé la tactique révolutionnaire au réformisme stérile de la social-démocratie. Comme nous l'avions prévu le parti social-démocrate et le Comité Central Syndical refusèrent immédiatement et repoussèrent toute discussion avec le parti Communiste.

Dans les fédérations syndicales et dans les Unions ouvrières cependant la lettre du parti trouva un écho qui dépassa de beaucoup nos prévisions: 7 fédérations centrales (Textile, cuir, bois, pierre, Commune et Etat, commerce, transport et alimentation) et une vingtaine d'unions ouvrières locales parmi lesquelles celles de Bâle, Zurich, Genève, Schaffhausen, répondirent favorablement et eurent avec les délégués du parti communiste une conférence qui décida de réclamer la convocation d'un congrès ouvrier suisse extraordinaire destiné à étudier les moyens de lutte et à relever la combativité de notre classe ouvrière.

C'est une occasion pour le parti de développer sa propagande dans les milieux syndicaux encore indifférents ou hostiles et de les réveiller de la torpeur dans laquelle les chefs social-démocrates les ont plongés.

Le mouvement communiste suisse se développe, malgré les conditions difficiles dans lesquelles il combat, d'une façon satisfaisante.

Certes, il a encore des faiblesses, certaines sections de l'ancien parti sont venues à nous avec la meilleure volonté, mais avec un passé et une vieille pratique social-démocrate que la lutte et l'action révolutionnaires seules pourront complètement effacer.

La centrale perd souvent son temps en des discussions qui pourraient être écourtées avec profit. Schneider, un opportuniste du genre de Nebs, qui a adhéré au parti communiste par opportunisme, est une menace, non parce qu'il a une influence dans le parti—elle est nulle mais parce que le parti n'a pas encore la force de rompre avec lui et de le rapeller de ses fonctions de Conseiller d'Etat.

Mais dans son ensemble le parti est sain. Il a de grosses tâches pour vaincre six siècles de démocratie, l'esprit petit bourgeois et régionaliste, l'apathie des masses et l'hostilité des paysans mais il se met au travail avec courage pour être à son poste de combat aux côtés des partis frères d'Allemagne, de France et d'Italie.

J. HÜBERT DROZ.

Conférence des femmes.

Les séances de travail de la 2ème Conférence internationale des femmes communistes commenceront le 11 juin à 11 heures du matin au Kremlin salle Sverdlov.

Les déléguées à la Conférence reçoivent leurs mandats au Bureau d'organisation de la Conférence (Tverskaia 15) de 1 à 6 heures du soir.

Les délégués au Congrès reçoivent des billets d'entrée à la Conférence au Bureau d'organisation du Congrès (Tverskaia 15) chez le caïn. Sarraf.

Tous les billets d'invités dont déjà distribués.

Le Mouvement Syndical en Pologne.

Le mouvement syndical en Pologne s'est constitué de façon diverse, selon les trois Etats entre lesquels elle était partagée: en Galicie c'était un mouvement autrichien, en Pologne dite „du Congrès“, comme d'ailleurs à l'étranger, les associations ouvrières étaient en général prohibées et ce n'est qu'après la Révolution de 1905 que purent s'y former de grandes organisations syndicales. Jusque-là, il n'y avait que ce qu'on appelait des „corps de métiers des caisses de résistance“.

La question qui se posait à cette époque parmi les ouvriers de la Pologne russe, c'était de savoir si les associations professionnelles, comme la plupart du temps en Occident, devaient subsister parallèlement au parti sans avoir rien de commun avec lui ou bien si elles devaient être intimement liées au parti. La fraction révolutionnaire du prolétariat polonais, guidée par la social-démocratie de la Pologne du Congrès et de la Lithuanie (S. D. K. P. Z.) défendait ce point de vue que les libertés conquises pendant la révolution de 1905 ne seraient durables que si le prolétariat pouvait conserver sa force et son énergie révolutionnaire pour la lutte prochaine et que si ces libertés devenaient un point de départ pour la dictature du prolétariat. C'est pourquoi la S. D. K. P. i. L. déclarait que toutes les organisations ouvrières devaient être subordonnées au problème le plus considérable de la classe ouvrière, c'est-à-dire à la lutte pour l'abolition du régime capitaliste.

Le S. D. K. P. i. L. constituait des associations politiques avec les ouvriers travaillant dans les diverses branches et adoptant le point de vue de la lutte de classes. Les associations professionnelles en général estimaient que le S. D. K. P. i. L. était le défenseur des intérêts politiques du prolétariat, et soutenaient ce parti moralement et matériellement. Le parti avait voix délibérative dans les syndicats et vice-versa.

Les syndicats social-démocrates comptèrent bientôt des milliers d'ouvriers. (Les syndicats de l'industrie textile avaient à eux seuls 30.000 membres) et formèrent les groupes professionnels les plus nombreux de la Pologne du Congrès. C'est en 1906 qu'ils atteignirent leur plus haut degré de développement. Les syndicats social-démocrates eurent à subir les persécutions de la police et des tribunaux et finalement en 1908, comme organisations des masses elles succombèrent sous le poids des répressions.

En même temps disparurent les syndicats dits „neutres“, fondés après la Révolution par le P. P. S. et qui représentaient la tendance apolitique. Les syndicats chrétiens, les syndicats „polonais“ (jaunes) commencèrent à périr: La bourgeoisie après la répression des organisations révolutionnaires n'avait plus besoin d'eux et cessait de les soutenir.

Le mouvement professionnel ne commença à prendre vie en Pologne „du Congrès“ qu'après l'occupation du pays par les armées allemandes. Mais en présence de la désorganisation de l'industrie les syndicats ne pouvaient encore développer aucune activité sérieuse d'autant plus que l'armée d'occupation prenait ses précautions pour que jamais un syndicat ne dépasse le territoire d'une ville. Dans ces conditions se faisait ce qu'on pouvait faire et Varsovie s'organisa un Conseil des Syndicats ouvriers qui se trouvait sous l'influence de la social-démocratie et des P. P. S. de gauches (dont le groupe de Varsovie acceptait la plateforme du parti social-démocrate, et même en 1905 entra presque tout entier dans ce parti). Ce Conseil des Syndicats fut poursuivi pour son activité révolutionnaire. En 1906 finalement tout son Comité Exécutif fut interné dans un camp de prisonniers de guerre. Une nouvelle ère commença pour le mouvement syndical avec la révolution allemande. A partir de ce moment les syndicats se répandirent avec une extrême activité. Chaque nouveau membre devait d'abord résoudre cette question de principe: le syndicat sera-t-il antipolitique ou sera-t-il inséparable du mouvement politique? Il existe en effet, depuis la création de la Pologne indépendante, deux espèces d'associations professionnelles: les unes communistes, les autres créées par les P. P. S. pendant

l'époque de l'occupation et se proposant de combattre les premières (elles se nommaient alors „social-démocrates“). Tout en se disant „neutres“ elles menaient en réalité une politique social-nationaliste.

En juillet 1919 se produisit une fusion de ces syndicats. Les communistes aspiraient à cette fusion de toutes leurs forces tout en se rendant bien compte que grâce aux syndicats de Galicie, complètement sous l'influence des P. P. S. la direction des syndicats passerait provisoirement entre les mains des P. P. S. Néanmoins cette fusion permit aux communistes d'exercer leur influence sur des masses ouvrières plus considérables et par là de les détacher plus vite des P. P. S. La fusion s'était faite sur la base de la reconnaissance du pouvoir des Soviëts des députés ouvriers. Naturellement de la part des P. P. S. qui appartiennent corps et âme à la bourgeoisie, cette plateforme n'était qu'un chiffon de papier, qu'ils déchirèrent aussitôt. Ce parti ne réalisa la fusion des syndicats que là où il était sûr que la direction passerait entre ses mains. Dans les cas contraires non seulement il empêchait la fusion, mais il détruisait les associations ouvrières en créant des syndicats concurrents, en dénonçant les syndicats communistes ou même en agissant directement pour les faire fermer. L'influence des communistes augmentait néanmoins continuellement. La meilleure preuve en est le Congrès des Syndicats polonais de mai 1920, où les communistes reçurent plus des 2/3 des votes malgré les malhonnêtetés extraordinaires mises en œuvre par les P. P. S. pendant les élections dans les syndicats, dont la plupart se trouvaient sous son influence. Le P. P. S. qui avait la majorité au premier congrès cassa la plateforme de la fusion et se prononça délibérément pour la dispersion des syndicats communistes. C'est pourquoi le „Commissariat Central“, organe exécutif des syndicats, malgré les dispositions explicites du congrès, ne réalisa pas la centralisation des associations professionnelles, mais soutint le séparatisme des syndicats de Galicie. De cette manière le P. P. S. comptait préserver les ouvriers de l'influence des idées communistes. On le voit très distinctement dans la lettre du député Zulansky, président du Comité Central, à Mijka, fonctionnaire du Comité Central à Posen, lui recommandant de ne pas se presser de faire la fusion des syndicats du bâtiment parce que le syndicat de l'ancienne Pologne du Congrès se trouve sous l'influence exclusive des communistes. Si l'on ajoute que le P. P. S. adoptait des méthodes terroristes à l'égard de tous ceux qui ne partageaient pas ses opinions, excluant par exemple des ouvriers pour avoir répandu le journal du bâtiment, si l'on ajoute encore que le P. P. S. est un auxiliaire de la police polonaise, la fameuse „défensive“, on comprendra facilement combien sont difficiles les conditions dans lesquelles les communistes sont obligés de travailler.

Aussi n'est-il pas étonnant que par exemple la Direction des Syndicats d'ouvriers agricoles, qui reconnaît la lutte de classes et qui compte plus de 100.000 membres (le syndicat chrétien correspondant au même effectif) se trouve dans ces derniers temps entre les mains du P. P. S. L'ouvrier agricole courbé sous le joug des gros propriétaires fonciers et de la police qui ne recule devant aucune cruauté et enfin „protégé“ par la „défensive“ est obligé de se tenir tranquille, s'il ne veut pas perdre son gagne-pain et se trouver sans ressource.

Cependant toutes ces méthodes ne servent de rien aux traitres professionnels de la cause ouvrière. L'idée du communisme se répand toujours davantage même dans la citadelle du P. P. S. en Galicie. Le P. P. S. lui-même reconnaît et comprend qu'il lui est impossible de conserver la direction des syndicats sinon grâce à l'aide de la police. Mais cette dernière pouvait bien ne plus être bientôt d'aucune utilité. Aussi le P. P. S. essayait-il une nouvelle voie: l'exclusion des communistes. Il hésite encore néanmoins devant l'application de cette mesure. Etant donné le développement actuel de la conscience de classes chez les ouvriers polonais, l'exclusion des ouvriers révolutionnaires des syndicats et l'exclusion des syndicats communistes de la Commission Centrale peut avoir des résultats très dangereux pour le P. P. S. c'est-à-dire de le faire exclure lui-même des syndicats. La lutte engagée autour des syndicats en Pologne devient de plus en plus aigüe. Les grèves massives se multiplient.

Les masses ouvrières se mettent en grève en union avec les syndicats communistes ou sans eux contre les directions syndicales qui se trouvent encore sous l'influence des social-traitres.

R. M.

LA SECONDE CONFERENCE DES FEMMES COMMUNISTES.

Seance Solennelle d'Ouverture.

La salle et les tribunes comblées du théâtre Zimin éclatent en applaudissements prolongés à l'adresse de la „grand-mère du socialisme révolutionnaire“, Clara Zetkin. Des milliers de regards se fixent en silence et avec amour sur le visage de cette femme grisonnante de petite taille. Chacune de ses phrases, chacune de ses paroles semble sortir du fond même du cœur de la femme opprimée du monde entier. Des malédictions enflammées lancées contre l'ancien monde en ruine, un puissant appel à l'union, à la lutte finale et décisive, à se serrer contre le cœur de la révolution universelle la Russie, voilà tout le discours de „Clara la Rouge“.

„Moscou, dit Clara Zetkin, c'est le cœur embrasé de la révolution mondiale. Nous ne sommes pas venus pour prononcer des phrases élégantes ou pompeuses, nous sommes venus pour agir, pour lancer l'appel au combat“.

Et quand elle parle avec émotion de la mort prématurée de Samoilova: „Vos deuils sont nos deuils, vos victoires sont nos victoires“, dans ces paroles plus que nulle part ailleurs on sent battre le pouls du mouvement ouvrier international.

Kalinine parle des écarts inévitables qui sont dictés à la politique économique du prolétariat russe par le développement même de la révolution mondiale, mais nous vaincrons, nous devons vaincre à tout prix: derrière nous, vous êtes là, vous les représentants des ouvrières révolutionnaires, rassemblées de tous les coins du monde.

Lorsque Nousev exprime l'espoir que bientôt sera organisée une armée rouge internationale, les déléguées accueillent avec joie ces paroles.

On applaudit aussi la conclusion du discours de Boukharine exprimant sa certitude que la Troisième Internationale, avec Clara Zetkin, vieux défenseur éprouvé de la révolution, ne se laissera pas mettre en échec par les opportunistes. Tous les écarts dans ce sens qui se font jour au sein de l'Internationale témoignent seulement de sa croissance, de la jeunesse de son organisme qui se développe encore puissamment. Il ne faut ni de l'Internationale deux et demie, ni de l'Internationale deux trois quart, ni de l'Internationale 2,9. Dans son discours transparent une foi d'acier dans la faillite inévitable du capitalisme, dans la victoire inévitable du prolétariat révolutionnaire, dans la nécessité de débarrasser l'avant-garde communiste de tous les éléments hésitants.

„En serrant ma main, Zetkin a serré des milliers de mains de dizaines de millions d'ouvrières et de paysannes russes, déclare avec enthousiasme la déléguée des ouvrières de Moscou Patchoufarova. Ce serrement de main symbolise l'union indissoluble des ouvrières et des paysannes du monde entier, gémissant sous le joug du capitalisme.“

De la Corée et de la Chine lointaine sont venus des appels chaleureux à l'union pour renverser l'esclavage capitaliste. Les ouvrières communistes de Corée et de Chine n'ont pas pu venir à la Conférence, à cause des barrières mises par les conquérants japonais, mais nous avons appris par la bouche du représentant du parti communiste chinois que les femmes orientales se sont mises en mouvement et demandent à leurs sœurs plus anciennes d'Europe de leur indiquer le moyen de lutter avec succès pour leur affranchissement et pour celui de toute l'humanité. Il a raconté comment les femmes coréennes combattent depuis deux années, de concert avec les ouvriers, les pillards qui tiennent dans leurs griffes les masses laborieuses d'Extrême-Orient.

Les femmes musulmanes du Proche-Orient, épuisées sous le double joug de l'étranger et de la féodalité turque, ont envoyé aussi leur salut.

Moursarbergova dessine le tableau éclatant de cette oppression: mais les femmes d'Orient, elles aussi ont commencé à s'éveiller et l'heure est proche où dans la pleine conscience de leur rôle révolutionnaire elles entreront dans les rangs du prolétariat international en lutte pour le communisme.

En terminant cette première séance, Kollontai esquisse le programme qui s'impose à elle. Elle raconte comment le parti communiste de Russie a organisé la propagande parmi les ouvrières et les paysannes russes, non seulement dans les chefs-lieux de provinces ou de districts mais encore dans les cantons et les villages. Le parti communiste de Russie a montré que lui seul avait trouvé le moyen véritable de résoudre les problèmes actuels de la révolution mondiale. Puisse sa grandiose expérience servir d'exemple à tous les partis communistes du monde et l'action parmi le prolétariat féminin de-

venir une des premières questions de la révolution communiste. Entrainer la femme dans le combat pour le communisme, et quand il faudra pour la défense de la Russie Soviétique, rempart de la Révolution mondiale, voilà en quoi consiste le but du mouvement communiste des femmes. Ce mouvement n'est pas quelque chose d'isolé et d'indépendant, c'est une partie inséparable de tout le mouvement international du prolétariat révolutionnaire groupé dans la Troisième Internationale.

Aux accents solennels de l'Internationale se termine la première séance de la Seconde Conférence Internationale des Femmes Communistes. Ce fut une revue imposante des forces de la révolution mondiale. La conférence a fixé ce sentiment de foi et de décision dans la malédiction envoyée au capitalisme mondial qui tient dans ses serpsions les meilleurs défenseurs de la cause ouvrière.

Salut aux héros martyrs de la Terreur Blanche adressé à l'occasion de l'ouverture de la Conférence Internationale des Femmes Communistes.

La deuxième Conférence internationale des Femmes Communistes convoquée à Moscou par l'Internationale Communiste et par le Secrétariat International pour le travail parmi les Femmes le jour de son ouverture triomphale en présence des membres délégués de Russie, d'Allemagne, d'Angleterre, de Suisse, de Suède, de Norvège, de Hollande, de Tchecoslovaquie, de Lithuanie, de la Russie Blanche, de l'Ukraine, de l'Espagne, de l'Amérique, du Luxembourg, de la Bulgarie et de Roumanie, avec la participation de 3.000 ouvrières et paysannes de Moscou la Rouge et de délégués au 3-e congrès de l'Internationale Communiste envoie son salut chaleureusement fraternel à tous les pays au monde, aux camarades communistes femmes et aux communistes souffrant dans les prisons des bourreaux garde-blancs attendant leur jugement, ou victimes de violence et de mauvais traitement des chefs bourgeois. Chère camarade, Sylvia Pankhurst Brandler et Mouna et vous milliers et milliers victimes de la terreur blanche notre cœur et notre pensée sont avec vous en ce jour de joie et de triomphe de l'ouverture du Congrès International des Femmes Communistes, jour qui montre à nos ennemis la force toujours croissante et la puissance de l'Internationale Communiste, à laquelle vient s'ajouter une nouvelle armée fraîche de réserve, celle des ouvrières communistes conscientes de tous les pays de l'Occident et de l'Orient, prêtes à défendre les armes à la main la dictature du prolétariat, à défendre et à construire avec abnégation la première république soviétique du travail du monde.

En vain la bourgeoisie mondiale s'accrochant au pouvoir dans des convulsions d'agonie essaie-t-elle de reculer par une réaction cruelle et sanglante le moment de sa perte—l'aiguille de l'horloge de l'histoire avance inflexiblement vers l'heure fatale. Le prolétariat du monde entier suit la route tracée par les ouvriers et les ouvrières russes, les vagues de la révolution s'élèvent de plus en plus haut, leurs coups sont de plus en plus puissants. Il n'y a point d'issue.

Le capitalisme est enfermé dans une impasse. Il n'y a plus d'espace pour le développement des forces productives, seul le communisme sauvera l'humanité de la famine, du dépérissement, de toutes les souffrances engendrées par l'anarchie de la production capitaliste, seul le communisme garantira à la classe ouvrière féminine aussi la libération de son esclavage séculaire.

Ensemble avec notre salut nous vous adressons à vous, camarades lointains et cependant toujours très proches, combattantes des autres pays, qu'accable encore la violence de la domination de classe un frais appel: courage! Nos rangs augmentent, le moment de l'affranchissement est proche. Vous voyez que la Russie Soviétique ouvrière est plus forte et plus solide que jamais. Entendez-vous le grondement révolutionnaire qui nous vient d'Angleterre où les ouvriers continuent sans interruption leur grève. Voyez-vous le prolétariat d'Allemagne sorti endurci des pénibles combats du mois de mars? La guerre civile n'est plus le partage exclusif de la Russie; elle embrasse en ce moment le monde entier. A travers la tête de vos bourreaux nous, ouvrières communistes, nous appelons nos camarades ouvrières et ouvriers de tous les pays au renversement du pouvoir des bourreaux, à l'effacement de la face de la terre des tribunaux de classe bourgeoise hypocrite et à l'aide de l'Internationale Communiste dans le but de planter sur le monde le clair drapeau de la libération et de l'affranchissement

de tous ceux qui souffrent et de tous les deshérités.

Vivent nos camarades héros, martyrs de la terreur blanche!

Vive la lutte des ouvrières et des ouvriers de tous les pays pour la dictature du prolétariat!

Vive la puissante et formidable Internationale Communiste!

EN RUSSIE.

Deux jours de repos par semaine.

Afin de permettre aux ouvriers de la ville et de la province de Moscou d'utiliser de façon plus économique leurs loisirs pendant la période d'été, le Conseil des Syndicats de Moscou, d'accord avec le Soviet, a pris la décision qui suit: à partir du 13 juin, il y aura chaque semaine deux journées libres de travail le samedi et le dimanche, la journée étant allongée d'une heure pour les autres jours de la semaine. En aucun cas la production ne doit diminuer de ce fait. Si la chose se produisait, ou bien pour d'autres raisons graves, les syndicats, d'accord avec les administrations économiques, ont le droit de revenir au régime normal et de supprimer le repos du samedi. Cette décision ne s'étend pas aux entreprises dont les ouvriers expriment le désir de conserver le régime normal. Elle ne s'étend pas non plus aux entreprises de première nécessité, eau, et éclairage, bains publics, alimentation en commu, etc.

La délégation finlandaise à Moscou.

La délégation industrielle et financière arrivée à Moscou comprend également des représentants de trusts métallurgiques et papetiers et l'adjoint du ministre du commerce et de l'industrie Khoviliainen. La délégation finlandaise offre de fournir à la Russie dans le plus bref délai des quantités importantes d'instruments agricoles, de papiers à rotative, et de métaux de toutes sortes.

Il est extrêmement important pour la Russie de recevoir le droit de décharger dans les ports finlandais les marchandises achetées à l'étranger. Elle allégera ainsi le travail des chemins de fer unissant la Russie à Yambourg et Sebej.

De leur côté les Finlandais ont un extrême besoin de matières premières, surtout de lin et de chanvre.

Les pourparlers entre le Commissariat du Commerce Extérieur et la délégation finlandaise se poursuivent avec un plein succès. Il est à espérer que sous peu ils conduiront à des résultats tangibles.

L'établissement de relations de commerce régulières avec la Finlande marquera la rupture définitive du cordon de blocus créé par les impérialistes de l'Entente autour de la Russie Soviétique.

Pêcheries.

Cette année le poisson est apparu en quantité dépassant toute attente sur les côtes de l'Océan Glacial. La pêche a déjà commencé elle donne de brillants résultats, surtout en ce qui concerne le hareng. La récolte de harengs et de morues, fixée cette année à 700 mille pouds sera certainement dépassée de beaucoup. Tout le produit des pêcheries de la côte Mourmane sera réservé exclusivement à Pétrograd.

Naphte.

Bakou fête l'anniversaire de la nationalisation des entreprises pétrolières. A cette occasion on publie les chiffres de production de chaque mois:

juin 1920	14.600.000 pouds
juillet	13.260.000 "
août	12.200.000 "
septembre	10.860.000 "
octobre	11.900.000 "
décembre	11.600.000 "
janvier 1921	12.850.000 "
février	12.300.000 "
mars	13.600.000 "
avril	13.660.000 "

On voit que le mois critique a été celui de septembre 1920. Depuis lors on constate une augmentation constante de la production de naphte. Les ouvriers de Bakou se rendant compte de l'importance de ce produit pour la République prennent toutes les mesures pour écarter une crise du combustible et sont certains de dépasser de beaucoup cette année le chiffre prévu.

Chez les Blancs.

Berlin 7 juin.—Dans son rapport au Congrès National de Paris, le cadet Kartachev s'est prononcé pour la constitution d'un organe portant la dénomination „Pour la patrie, pour la Russie“. Cette organisation doit grouper autour d'elle tous les éléments antibolcheviks et les restes de l'ancienne armée russe.

A L'ETRANGER.

France.

Lyon, 8 juin. (Radio).—Le conflit entre les cheminots extrémistes et modérés reste sans changement. Monmousseau et un bureau nommé par les extrémistes occupent toujours le local de la Fédération des Cheminots. La commission exécutive syndicaliste donna un mandat à Bidegaray, le leader des modérés, l'autorisant à employer tous les moyens légaux pour rentrer en possession de l'immeuble.

Nauen, 8 juin. (Radio).—La Chambre Française, par 418 voix contre 75 ratifia les traités de paix du Trianon et de Neuilly.

Paris, 8 juin. (Radio).—Venizelos qui séjournait en France a été appelé à Londres par Lloyd-George. Le "Temps" croit savoir que le Premier anglais aurait l'intention d'offrir à Venizelos une place honorifique à la Société des Nations pour bien marquer le départ que l'on fait entre la Grèce amie de l'Entente et son régime actuel.

Nauen, 8 juin. (Radio).—Les communications télégraphiques entre l'Allemagne et l'Italie sont complètement interrompues par suite de la grève des employés des télégraphes en Italie.

Riga, 8 juin.—Le "Temps" du 2 juin cite en entier le manifeste du Duc d'Orléans, prétendant au trône de France, à ses partisans, à propos du banquet organisé en l'honneur de sa fête. Le manifeste dénonce l'inconsistance de la politique du gouvernement français incapable de profiter des fruits de la victoire et d'obtenir l'exécution du traité de paix. Il se termine par ces mots: "Quand le peuple le désirera avec la grâce de Dieu, dites-le moi, je suis prêt".

Riga, 8 juin.—L'Humanité du 1er juin constate que la campagne faite a obligé le gouvernement à démobiliser 30.000 hommes et exprime l'espoir qu'on libérera aussi les 170.000 restants. Le journal demande: "Pourquoi n'a-t-on pas libéré les soldats revenus de Syrie, de Cilicie, de Pologne, de Silésie et du Maroc. Pourquoi n'a-t-on pas appelé les spécialistes des classes 1911-1918?".

Angleterre.

Londres, 6 juin. Aujourd'hui a commencé le lock-out des 500.000 ouvriers des filatures de coton.

Riga 7 juin.—On annonce que Lord Nordcliffe n'est plus le propriétaire du Times, Lloyd George par l'intermédiaire d'une personne supposée a acquis l'influence décisive sur le journal. Son ancien secrétaire personnel Philipp Kerr sera sans doute rédacteur responsable du Times.

Londres, 7 juin. Le "Daily Telegraph" annonce que le 26 mai le Ministre des Affaires Etrangères français transmet au gouvernement britannique une note de Briand sur les relations commerciales avec la Russie des Soviets. Cette note constitue une protestation très vigoureuse contre les principes exposés dans certaines clauses de l'accord commercial et contre la situation qui s'est établie par suite du jugement rendu dans le procès Sogor. Briand fait remarquer que l'article 9 peut être interprété de telle sorte que les bolchéviks auront le droit d'importer en Angleterre non seulement de l'or russe mais aussi des titres et des marchandises qui ne pourraient être identifiés comme la propriété du gouvernement britannique. En conséquence surgit la question de savoir si le gouvernement des Soviets a le droit d'importer en Angleterre des biens appartenant aux étrangers et d'en disposer. Le jugement dans le procès Sogor répond à cette question dans un sens favorable aux Soviets. Si la Chambre des Lords confirme ce verdict, le traité de commerce entrera en vigueur avec toutes ses conséquences. Dans ce cas des Français seraient privés de leur propriété, confisquée par les bolchéviks, sans aucune possibilité d'obtenir justice devant les tribunaux. Cela veut dire que la dilapidation de la propriété privée qui jusqu'à présent se faisait d'une manière clandestine, va se poursuivre ouvertement et sur une bien plus grande échelle. Le gouvernement français comprend parfaitement la nécessité de renouveler les relations économiques avec la Russie, mais ceci ne pourra se faire que lorsque les anciennes dettes auront été reconnues et que les mesures législatives amenant une spoliation des droits de la France auront été abrogées. D'ailleurs, le

gouvernement français ne voit pas comment on pourrait concilier cette clause avec la déclaration faite par Lloyd-George à la Chambre des Communes le 21 mars. Dans ces conditions, étant complètement d'accord avec la déclaration de Hughes, le gouvernement français estime nécessaire d'informer le gouvernement britannique du refus de la France d'accepter le point de vue exprimé dans cette clause et que les droits des citoyens français restent pleinement et dûment réservés. Pour cette raison le gouvernement britannique, dans les intérêts des marchands qui pourraient vouloir faire commerce avec des marchandises d'une origine contestable, trouvera, sans doute, utile de prévenir ces derniers des réserves exprimées par le gouvernement français.

Londres, 8 juin. A propos de la note de Briand, relative au traité de commerce anglo-russe, l'agence Reuter a publié la déclaration suivante: "On trouvera que le gouvernement britannique ne peut accepter tous les arguments de Briand, relatifs au jugement récent du procès de Sogor. Le point principal c'est qu'il est impossible d'intervenir dans la décision des tribunaux britanniques. En tous cas il faut souligner que le Premier britannique n'a laissé aucun doute, dans une récente déclaration publique, que les prétentions de la France seront pleinement considérées quand le temps sera venu pour un arrangement général des comptes entre la Russie et les autres puissances, tout-à-fait indépendamment de l'accord anglo-russe. Pour ce temps-là Lloyd-George a promis son soutien à la France."

Allemagne.

Nauen, 8 juin. (Radio). Le congrès de la Société des Nations accepta à l'unanimité la proposition d'Aulard sur l'admission de l'Allemagne dans la Ligue.

Hanovre, 8 juin. (Radio de Seldes). Par suite de l'acquiescement du commandant de sous-marin Neumann, on annonce de source autorisée que la Cour Suprême Allemande, ayant décidé qu'un officier obéissant aux ordres reçus ne peut être jugé, à l'intention de faire le procès contre les chefs de l'amirauté allemande qui avaient donné des ordres aux sept autres commandants de sous-marins qui attendent encore leurs procès. A ce qui paraît, il serait question des amiraux von Holtzendorff, von Capelle et von Behncke, le chef actuel de l'amirauté. Ce serait la première tentative d'obtenir une condamnation des coupables plus haut placés.

Paris, 8 juin. (Radio). Le capitaine allemand Krull, accusé d'avoir pris une part active au meurtre de Rosa Luxembourg a été arrêté il y a quelques jours par ordre du gouvernement. Ce capitaine qui faisait partie du fameux bataillon Rosbach s'était vanté à plusieurs reprises d'avoir été celui qui porta le coup mortel à Rosa Luxembourg.

Riga 8 juin.—On annonce de Londres que la Commission de contrôle des alliés a élaboré un projet de participation alliée aux entreprises industrielles allemandes et en particulier à l'exploitation des mines de la Ruhr. Cette participation alliée a été fixée à 5 milliards de marks or. La Commission de contrôle siègera à Paris. Les Etats neutres y seront représentés, s'ils peuvent réaliser à un degré suffisant les obligations allemandes.

Berlin 7 juin.—Le gouvernement bavarois a donné l'ordre de désarmer l'Orgesch.

Haute-Silésie.

Nauen, 8 juin. (Radio) On annonce d'Oppeln que dans toute la Haute-Silésie les Polonais ont entrepris de nouvelles attaques. Ils ont de nouveau occupé Katowitz. Les troupes françaises ont quitté Pless et l'occupation de cette ville par les insurgés est imminente. Dans le district de Hindenburg 23 Allemands ont été victimes de la terreur polonaise. Les Polonais envoient en Pologne le charbon emmagasiné auprès des mines. Ils emploient les wagons allemands à cette fin, sans toutefois les retourner en Allemagne après.

Lyon, 8 juin. (Radio). En Haute-Silésie la zone neutre commence à s'établir progressivement. Les troupes anglaises ont occupé Rosenberg, où se trouve une compagnie française. Trois bataillons anglais sont arrivés à Gleiwitz. Conformément aux ordres reçus, le chef de l'armée insurrectionnelle polonaise Doliwa remit le commandement entre les mains des autorités locales.

Londres 7 juin.—Le Correspondant siliésien du "Times" étudiant la situation déclare que le schéma des zones neutres est inapplicable en réalité, car les alliés n'ont pas assez de forces pour organiser une barrière solide entre les Allemands et les Polonais. Dans ces conditions l'armistice est impossible. Il propose: "de conserver les Allemands sur les lignes qu'ils occupent, car ils sont plus disciplinés que les Polonais et d'employer les troupes alliées à mettre l'ordre dans la zone industrielle pour y désarmer tous les mutins."

Pologne.

Minsk, 7 juin.—Le différend lithuanien polonais est entré dans une nouvelle phase: La conférence de Bruxelles a décidé de faire avec Kovno et Vilna deux cantons analogues aux cantons suisses, et de déclarer l'indépendance mutuelle de la Pologne et de la Lithuanie. Zelichowski avec ses troupes doit quitter Vilna immédiatement après le rétablissement des autorités cantonales. De même les fonctionnaires qui sont arrivés à Vilna après le départ des Lithuaniens. Le gouvernement lithuanien a accepté ces conditions et a consenti à l'établissement de ces cantons avec égalité pour les langues polonaise et lithuanienne. Le gouvernement polonais a demandé la participation aux pourparlers de Bruxelles de représentants de la Lithuanie centrale occupée par Zelichowski. Les Lithuaniens n'ont pas protesté, mais les blancs Russiens de Vilna se sont déclarés mécontents de la marche des pourparlers.

Varsovie 8 juin.—D'après la "Gazeta Poranna", Witos a l'intention de confier les affaires étrangères au comte Liasowski, ambassadeur de Pologne à Prague.

Autriche.

Riga 8 juin.—Le "Temps" du 3 juin annonce de Berlin que le gouvernement autrichien a reçu du chancelier Wirth une note le priant d'interdire tout plébiscite en faveur de l'Union austro-allemande. La note explique ce fait par la nécessité de maintenir les bonnes relations avec les gouvernements de l'Entente afin d'obtenir une décision favorable de la question silésienne non encore réglée. Après la publication de ce télégramme, la situation politique à Vienne s'est encore améliorée. On espère même que la Styrie renoncera au plébiscite prévu pour le 8 juillet.

Roumanie.

Lyon, 8 juin. (Radio) Le "Journal des Débats" annonce la signature d'un accord entre la Roumanie et la Yougo-Slavie, visant une garantie réciproque de l'exécution des clauses des traités de Neuilly et du Triannon. Take Jonesco quitta Belgrade, se rendant à Bucarest.

Pays Baltiques.

Riga 8 juin.—Le 6 juin a débuté la grève de toutes les cordonneries de Riga. Sont arrêtées 16 entreprises.

Riga 8 juin.—Les journaux locaux annoncent que Vesmanis, Ambassadeur de Lettonie à Moscou, aurait demandé son rappel.

Pays Scandinaves.

Christiania, 7 juin. (Radio de l'agence "Arbeiderpresse".) Les négociations entre les représentants du syndicat des marins et les armateurs ont été interrompues aujourd'hui. Les représentants des ouvriers réclamaient que le tarif des salaires devait être appliqué également à tous les ouvriers, tandis que les patrons déclarent ne vouloir l'appliquer qu'aux membres du syndicat, se laissant ainsi la voie libre pour engager des marins étrangers à bon marché. On n'a pas du tout touché à la question des salaires. D'après le secrétaire du syndicat des marins, la situation est excellente dans tout le pays. Les syndicats de Christiania préparent une grande démonstration publique.

Proche-Orient.

Nauen, 8 juin. (Radio.) Des bâtiments de guerre anglais, commandés par l'amiral John de Robek, arriveront à Constantinople la semaine prochaine pour bloquer les ports turcs de la Mer Noire et pour protéger le débarquement des troupes grecques.

Trebizonde 4 juin.—S'efforçant de prévenir l'insurrection coloniale, les Anglais ont l'intention de convoquer à la Mecque un musulman. Le programme a été élaboré par le ministère des affaires étrangères anglais et par la "société de l'Orient". A ce Congrès les Anglais ont invité les représentants de l'Algérie, de Tripoli et du Maroc. Le "Hakimitel" du 16 juin (journal d'Angora) écrit: "Les Anglais veulent ainsi faire de tous les musulmans leurs prisonniers. C'est ainsi qu'ils ont entendu parler du Congrès musulman projeté à Angora et qui selon toute apparence sera hostile à l'Angleterre. Le Congrès de la Mecque ne sera pas un Congrès musulman, mais un Congrès anglais, un congrès de guerre".

Londres 6 juin.—Fevzi Pacha a fait à l'Assemblée Nationale la déclaration suivante: "Nous ne refusons pas la paix, mais nous luttons pour notre existence et notre indépendance. Notre politique orientale se développe avec succès grâce à l'accord conclu avec le gouvernement soviétique. Nous entrons en relations avec la Perse, nous espérons que les relations avec l'Angleterre et la France seront rétablies dans des bornes garantissant nos droits nationaux".

Riga 8 juin.—Les kémalistes ont occupé plusieurs positions sur les côtes du golfe d'Ismid. Un contre-torpilleur grec bombarde les côtes près de Kazikli et Tchifik. Nikomedie est cerné par les Kémalistes. Moustapha Kémal a passé en revue les troupes turques sur le front de Brousse.

Londres, 9 juin. Le "Daily Express" poursuit sa campagne acharnée contre la "nouvelle conspiration militaire", se référant à la visite de Venizelos à Londres et à Lloyd-George. Le journal veut savoir que les Grecs éprouvent des grandes difficultés financières et il confronte ceci avec le fait que Venizelos a été voir des financiers influents. Des rumeurs sont en circulation que le gouvernement grec sera aidé par des financiers britanniques et sous les auspices du gouvernement britannique. Le journal dit ensuite: "Le contribuable britannique ne veut nullement participer à ce jeu sauvage; il a décidé de ne plus rien dépenser pour favoriser les appétits territoriaux de la Grèce".—Le "Daily Chronicle" confirme le fait que l'escadre britannique de la Méditerranée va à Constantinople. La presse grecque réclame l'occupation de Constantinople par les troupes grecques.

Extrême-Orient.

Londres 6 juin.—La plupart des journaux gardent le silence sur les événements de Vladivostok. Seul le Daily Herald déclare qu'après Cronstadt la réaction a voulu s'emparer de Pétrograd, et que certains hommes d'Etat anglais connaissaient un plan d'après lequel l'armée de Wrangel serait transportée en Esthonie, mais qu'on renonça ensuite à ce plan en vue d'un projet d'attaque japonaise en Sibérie Orientale. Le journal suppose qu'on attend l'arrivée de Wrangel à Vladivostok. "Si cela arrive, ajoute-t-il, ce sera le gouvernement britannique qui sera responsable. Il doit immédiatement se désolidariser de cette agression contre la république ouvrière non par des paroles, mais par des actes".

Londres, 9 juin. Le "Morning Post" dit que la situation à Vladivostok a été créée par suite du désir du Japon d'obtenir le contrôle en Sibérie orientale, d'établir un état-tampon entre lui et la Russie des Soviets et d'obtenir des concessions qui compenseraient les frais énormes de l'expédition. Le journal dit que le Japon n'a pas trop peur des Russes ou des Chinois, mais il a peur que les côtes de l'Ouest obtiennent des droits économiques ou territoriaux sur les côtes de l'Asie Orientale.

Etats-Unis.

Riga 8 juin.—D'après des nouvelles de Oklohama des rencontres sanglantes ont eu lieu à Touis entre blancs et noirs. 175 nègres ont été tués. Les blancs ont incendié l'église et une grande quantité de nègres réfugiés dedans ont été brûlés vifs.

REVUE DE LA PRESSE ETRANGERE.

France.

Les jettant du lest.

La victoire des révolutionnaires du bâtiment a jeté la panique dans le camp majoritaire. Celle de cheminots transformerait la panique en désastre. Et ce n'est pas le Congrès des mineurs qui peut leur remonter le moral. L'an dernier, à Saint-Etienne, Rullière fut quasi seul; à Metz la minorité, inorganisée encore, est apparue singulièrement plus forte.

Adieu l'espoir de faire voter à Lille les exclusions. Partout, presque dans toutes les organisations étiquetées majoritaires, on se refuse à commettre ce crime.

Que faire? Jeter du lest. Renoncer provisoirement à la scission. Apparaître même comme ne l'ayant jamais préparée. Ce sera difficile. Les écrits restent. Les faits sont là. Et ce n'est pas d'un abandon provisoire que nous nous contenterons. On ne recommencera pas le coup des promesses de Lyon cyniquement violées dès le lendemain.

Jouhaux, blessé dans son orgueil, se réfugiera-t-il à Amsterdam comme ses amis en avaient fait courir le bruit? Evidemment ce serait une solution. Mais que deviendrait-il si le Congrès de Lille décidait le retrait de la C. G. T.? Il n'aurait plus que la ressource de faire le mort, comme l'ami Appleton.

Il se lancera dans le journalisme. Il s'y lance déjà, s'il faut en croire l'«Eclair» du 24 Mai qui publie cette savoureuse nouvelle.

«Notre brillant confrère de province, la «Dépêche de Toulouse» annoncera dans quelque jours deux nouvelles collaborations à sa «Tribune Libre»: celle de M. Jouhaux, secrétaire général de la C. G. T. et celle de M. Raymond Poincaré, ancien président de la République».

Saluons très bas et rigolons bien fort.

(«La Vie Ouvrière», du 27 mai).

Italie.

L'espionnage d'Horthy en Italie.

L'organisation d'espionnage d'Horthy est en activité partout en Europe où il y a un groupe d'émigrés hongrois si minime soit-il. Les infortunés qui ont réussi à quitter le pays de la terreur blanche, pour se rendre en Italie, sont à la merci de l'Ochraná magyare, dirigée par la légation hongroise à Rome. Elle a à son service tout une troupe d'espions. Le chef de la légation, le comte Nemes entretient les meilleurs rapports avec les autorités italiennes et surtout avec l'office des étrangers. Quand Bernardini se rendait à Florence à la démonstration sanglante des fascistes, il se servit de l'auto de la légation hongroise. C'est à cette occasion qu'en a expulsé, sur la dénonciation de Nemes, le comte Karoly, le premier président de la République Hongroise. Il a été escorté, menottes aux mains, à la frontière autrichienne, bien qu'il ne s'occupe plus du tout de politique.

La situation est telle en Italie, qu'il suffit de se rendre à une Bourse du Travail pour être arrêté et expulsé. Un ouvrier hongrois, Etienne Kadar travaillait à Bologne, quand la police l'arrêta à son domicile, le mit au cachot et le conduisit selon l'itinéraire obligé de la légation hongroise par la Yougo slave en Hongrie! Un médecin hongrois et sa femme subirent une détention de plusieurs mois puis furent amenés sans aucun motif à la frontière autrichienne. Un autre médecin faillit être aussi livré à la Hongrie de Horthy, avec sa femme et son petit enfant et seule la circonstance que la femme était née à Fiume, les préserva du pire. Un étudiant de la faculté de médecine, nommé Wagner a été arrêté à Naples, et il est en prison depuis trois mois, sans savoir pourquoi. Voici quelques motifs des arrêtés d'expulsion: «... Il a des amis socialistes... il a salué dans la rue un député socialiste... Il parlait avec plusieurs socialistes connus... on peut supposer que... etc. etc.

On se croirait au moyen-âge. La situation est caractéristique et pour le régime de brigand de Horthy et pour la «démocratie» d'Italie. Les bureaux magyars tremblent même devant les révolutionnaires réfugiés, loin de leur pays, traqués, persécutés... et l'Italie joue le rôle d'auxiliaire d'Horthy.

(«Humanité» du 28 mai.)

Roumanie.

Le congrès envahi par la troupe.

Ce qui vient de se passer à l'occasion du dernier congrès de notre parti dépasse tout ce qu'on pouvait imaginer en fait d'attentat contre la classe ouvrière.

A ce congrès l'adhésion à la III^{ème} Internationale ayant été votée à une forte majorité, le gouvernement se proposa de

détruire, purement et simplement, le mouvement communiste. Dans ce but, il fit envoyer à l'endroit où siégeait le congrès, plusieurs détachements de soldats et de gendarmes, baïonnette au canon. La salle du congrès fut cernée. Deux commissaires de la justice militaire suivis d'un grand nombre d'officiers et de policiers, pénétrèrent à l'intérieur et déclarèrent mis en état d'arrestation tous ceux qui avaient voté l'adhésion à Moscou.

Lorsqu'on nomma, le premier, le camarade Cristescu, député au Parlement, celui-ci s'écria:

«Présent! Vive le communisme!»

A ce cri les acclamations éclatèrent et la salle entière entonna l'Internationale.

Puis, entourés d'une garde nombreuse, 72 camarades, dont 4 députés furent montés dans des camions-automobiles du ministère de la guerre, et dirigés au fort de Gilava.

Ils seront, prochainement, jugés par la justice militaire — bien que l'état de guerre soit depuis longtemps aboli — pour complot contre la sûreté de l'Etat.

Si le gouvernement de l'oligarchie roumaine pense avoir détruit le mouvement communiste de cette manière là, il se trompe amèrement. («Humanité» du 28 Mai.)

La Censure Republicaine en Allemagne.

La liberté de la presse et la liberté de l'opinion, qui durant des années ont été les revendications maîtresses des partis socialistes, sont devenues en Allemagne, sous le régime institué par le fameux socialiste Ebert, quelque chose comme une sinistre farce. La prohibition à laquelle fut pendant un certain temps soumise la presse communiste pour avoir osé dire des choses désagréables à l'ouïe de la bourgeoisie et de ses thuriféraires, cette prohibition n'eut pas le résultat voulu. La presse communiste ne se laissa pas museler; aussi en revint-on à ce qui se pratiquait avant les journées de mars. Les cisailles du censeur se remirent à l'ouvrage.

Le dossier d'infamie de la république Ebertiste vient d'être grossi par la nouvelle circulaire du ministère de l'intérieur wurtembourgeois qui soumet tous les journaux, revues et autres publications de l'édition communiste de Stuttgart à une censure préalable. Depuis 1848, c'est la première fois qu'un gouvernement allemand ose, en dépit de la révolution, en dépit de la Constitution de Weimar, introduire de nouveau le régime de la censure préalable.

Voilà où nous en sommes! Grâce en soient rendues aux traitres à la classe ouvrière, aux social-réformistes. Jusques à quand la classe ouvrière allemande souffrira-t-elle les violences ignobles du gouvernement?

Un radio de la délégation Tchéco-slovaque au prolétariat de Tchéco-Slovaquie.

La délégation du Parti Communiste de Tchéco-Slovaquie auprès du III^{ème} Congrès de l'Internationale Communiste qui se trouve à Moscou depuis quelques jours estime de son devoir de vous faire part de ses premières impressions au sujet de la Russie Soviétiste. Tandis qu'un train rapide nous transportait vers Moscou, nous avions tout loisir d'observer les fruits des énormes efforts d'organisation fournis dans le domaine de la reconstitution économique du pays et de la réalisation de l'ordre socialiste. Les champs sont bien cultivés les chemins de fer sont en parfait état. A Moscou nous sommes les témoins de la débâcle définitive de la bourgeoisie russe et du triomphe complet du prolétariat. La ville offre le spectacle d'une vie bouillonnante. Le pouvoir révolutionnaire du prolétariat est solide et invincible.

C'est sous une telle impression que la délégation a abordé son travail. Nous nous sommes organisés de la façon suivante: le camarade Bourian président, le camarade Kretchiak assesseur, le camarade Gandlirsh secrétaire, camarade Vanek suppléant du secrétaire. Une commission de rédaction est formée qui a pour objet l'information la plus complète de la Russie Soviétiste sur le mouvement ouvrier tchéco-slovaque et réciproquement l'information du prolétariat tchéco-slovaque sur ce qui se fait en Russie Soviétiste et sur les travaux du III^{ème} Congrès de l'Internationale Communiste. Sont également formées des commissions spéciales ayant pour but l'étude de diverses questions: économiques, professionnelles, culturelles, sociales et politiques, celles de la socialisation etc. en un mot, tout ce qui peut permettre de se faire une idée de la vie de la République Soviétiste. Ces jours-ci

la délégation déposera des couronnes mortuaires sur les tombes des héros morts pour la révolution russe. Nous sommes plus que certains que notre voyage en Russie Soviétiste sera un précieux appoint pour le prolétariat tchéco-slovaque.

Salutations communistes!

La Délégation du Parti Communiste Tchéco-Slovaque auprès du III^{ème} Congrès de l'Internationale Communiste.

LES SYNDICATS EN RUSSIE.
(Quelques données générales).

Le prolétariat russe est organisé en syndicats conformément au principe suivant: un seul syndicat par entreprise. De cette façon tous les travailleurs occupés dans une même branche de l'économie nationale font partie d'un même syndicat, quelle que soit leur spécialité. Par exemple un métallurgiste travaillant dans une fabrique textile est membre du syndicat du textile, un chimiste, travaillant dans une entreprise pour le travail du cuir fait partie du syndicat du cuir, etc. La structure des syndicats russes découle, on le voit, non du principe corporatif ou de celui des spécialités, mais des branches d'industrie. C'est pourquoi le nombre des syndicats est en Russie très réduit par rapport aux pays d'Occident. Tandis que l'Angleterre possède au moins 200 fédérations nationales et la France environ 60, tout le prolétariat russe est rassemblé dans 23 fédérations d'industrie, embrassant toutes les branches de la vie économique, transport, agriculture, instruction publique, branches d'activité auxiliaires, etc. Le tableau suivant donne la liste des fédérations panrusses avec le nombre de leurs membres, d'après une statistique de fin 1920:

	Membres.
Cheminots et transports par eau	1.277.157
Employés	832.487
Métaux	561.644
Service de Santé	432.396
Enseignement	435.545
Textile	373.751
Sous-sol	303.418
Bâtiment	299.594
Alimentation	281.874
Travailleurs de la terre et des bois	250.019
Cuir	237.025
Produits chimiques	194.897
P. T. T.	189.554
Travail du bois	185.411
Economie Communale (travaux, eaux, entreprises municipales, etc.)	179.393
Aiguille	159.469
Transports locaux	127.521
Alimentation en commun	109.718
Beaux-Arts	106.405
Livre	81.544
Sucre	59.345
Tabac	57.183
Papier	27.158

La structure intérieure des syndicats russes a à sa base un double principe: une structure verticale, dans chaque branche d'industrie, une structure horizontale pour tous les syndicats des diverses branches d'industrie d'une même région territoriale.

La ligne verticale a pour échelon premier le comité d'usine, élu par les ouvriers et employés de chaque entreprise. Au-dessus se trouve la section de district, qui groupe tous les Comités d'usines du district. Puis la section provinciale, groupant les sections de district. Enfin l'organe suprême des syndicats est le Comité Central élu par le Congrès Panrusse de la Fédération pour diriger toute son activité d'un congrès à l'autre. Telle est la structure de chaque fédération.

Mais en outre, comme il a été dit, les syndicats sont groupés en organisations interfédérales. Les sections de tous les syndicats dans chaque district élisent un bureau de district qui dirige sur le territoire correspondant l'action de tous les syndicats. Dans chaque province les diverses sections syndicales élisent de même un Conseil Provincial des Syndicats. Enfin l'organe suprême est le Conseil Central Panrusse des Syndicats, organe exécutif élu par le Congrès Panrusse de tous les Syndicats et comprenant en outre dans ses séances plénières les représentants des Comités Centraux de toutes les Fédérations.

Tel est le schéma essentiel de l'organisation professionnelle en Russie. En outre, il existe dans certains territoires de la République ayant des conditions économiques spéciales des organes syndicaux dirigeant le mouvement professionnel et subordonnés aux organes supérieurs.

Chaque organe syndical fonctionne au moyen de sections. Les principales sont d'ordinaire: la section des tarifs, qui préside à la réglementation des salaires, à l'approvisionnement matériel des ouvriers, à l'établissement des normes de production; la section économique, qui règle la participation des syndicats à la

direction de l'Economie Nationale, la Section d'éducation, qui prend des mesures pour répandre les connaissances générales, politiques, économiques ou techniques parmi les masses du syndicat; la section d'organisation qui préside à la structure intérieure.

Le progrès du mouvement professionnel en Russie est caractérisé par les chiffres suivants:

1906 (après la révolution de 1905)	200.000 syndiqués.
1907	345.000 "
1908	13.000 "

Les années 1909—1916 sont des années de réaction, pour lesquelles on ne possède aucun renseignement sur l'importance des syndicats réduits à une existence clandestine ou semi-clandestine.

1917	1.475.429 syndiqués.
1918	2.536.312 "
1919	3.422.000 "
1920	4.326.000 "
Fin 1920	6.856.000 "

LA VIE SOVIETISTE.

— Le 6 juillet est parti de Tsaritsyn pour remonter la Volga un bateau de propagande qui s'arrête auprès de tous les villages, organise des meetings dans lesquels on traite de l'impôt en nature, des coopératives, de l'hygiène, etc, et distribue aux paysans des publications et des affiches.

— Dans le canton de Oust-Medvieditskaïa, province de Tsaritsyn, les paysans ont semé une certaine surface de froment et de millet spécialement pour les maisons d'enfants. Ils ont réservé pour les crèches une certaine partie de leurs vaches, suffisant à assurer complètement leur approvisionnement journalier en lait.

— A Ekaterinbourg le Comité Exécutif provincial a tenu séance dans l'ancienne fabrique Makarov. Les ouvriers ont pris une part active à l'examen des diverses questions.

— Dans la fabrique d'allumettes de Verkho-Vajskoe, province de Vologda, malgré la vieillesse et l'usure des machines, la production en avril et mai a dépassé de 50% le programme.

— A Astrakan les élections au soviet de la ville, sont un énorme succès pour les communistes. Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, même déguisés sous le nom de sans-parti sont partout battus.

— A Kiev a eu lieu le Congrès syndical de l'Enseignement. On remarque un revirement dans l'attitude de la masse des instituteurs qui maintenant reconnaissent la nécessité de travailler en conscience pour l'affermissement du pouvoir des Soviets. Après le rapport sur la situation générale, à unanimité contre une voix le Congrès a adopté la résolution proposée par les Communistes, constatant que la tâche essentielle du moment est la liquidation définitive du banditisme.

— Le Congrès provincial du syndicat de l'enseignement à Koursk s'est nettement orienté vers le communisme. Malgré le peu d'importance de la fraction communiste, le bureau élu a été composé de communistes. Le Congrès a approuvé un télégramme de félicitations à Lounatcharsky.

— En vue des congés annuels, une maison de repos flottante est organisée pour les ouvriers de Gommel. C'est un ancien vapeur, qui fera le trajet direct, Gommel Kiev en deux semaines et demie.

— A Mogilev a été inauguré une maison de repos pour les ouvriers d'anciennes villas. Les premiers bénéficiaires sont déjà installés.

— Dans le district d'Orlov, province de Viatka, pendant l'hiver dernier environ 3.500 illettrés ont été à l'école et 2.000 en sont sortis avec succès. Le district possède maintenant 200 instituteurs spéciaux pour les adultes, parmi lesquels 75 sont des paysans ayant suivi les cours. L'hiver prochain on compte instruire plus de 10.000 illettrés.

— A Pskov, 200 enfants abandonnés ont été installés dans le monastère St-Jean.

— Le Conseil des Commissaires du Peuple de la République autonome des kirghizes, en présence de la multiplication des rats des champs qui rongent le blé, a décidé de mobiliser la population pour les combattre. Chaque paysan est obligé de rapporter 10 peaux de ces animaux.

* * * * *

Publié par la Section de la Presse de l'Internationale Communiste.

Le Rédacteur responsable: T. AXELROD.

Imprimerie de la III^{ème} Internationale.